

**Travaux du Conseil de gouvernement
du jeudi 1er novembre 2012**

Le conseil de gouvernement adopte l'accord de promotion et de protection des investissements entre le Maroc et Vietnam

Le conseil de gouvernement a adopté, jeudi, l'accord de promotion et de protection des investissements entre le Maroc et le Vietnam, signé le 15 juin dernier à Rabat.

Cet accord s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les deux parties en vue d'intensifier la coopération économique bilatérale et de promouvoir leurs investissements réciproques dans une logique de protection mutuelle, d'égalité et d'équité de traitement et d'échange d'avantages, a indiqué ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, lors d'un point de presse à l'issue du conseil.

Le ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Saâd Dine El Otmani, qui a présenté cette convention, a indiqué qu'elle prévoit l'encouragement et l'incitation des investisseurs à réaliser des projets dans les deux pays, conformément aux lois en vigueur dans chacun d'eux.

Cet accord a également pour objet de garantir la libre circulation des capitaux et le transfert des revenus en devises convertibles pour les citoyens des deux pays contractants.

Adoption en Conseil de gouvernement d'un projet de décret modifiant et complétant l'arrêté relatif au contrôle de la salubrité des viandes foraines

Le Conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat, a adopté un projet de décret (N.2-12-612) modifiant et complétant l'arrêté du 28 septembre 1955, relatif au contrôle de la salubrité des viandes foraines.

Ce nouveau décret permettra le transport des viandes des abattoirs entre les municipalités, l'encouragement des initiatives privées visant la création et la gestion de nouveaux abattoirs et le développement d'un réseau de transport frigorifique des viandes conforme aux législations et lois en vigueur, a indiqué le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, à l'issue de cette réunion hebdomadaire du Conseil.

Pour sa part, le ministre de l'Agriculture et de la pêche maritime, Aziz Akhannouch, initiateur de ce projet, a indiqué que l'adoption de ce nouveau décret intervient dans le cadre du soutien du gouvernement à ce secteur et constitue une étape importante dans son développement, soulignant que l'objectif est d'encourager les investissements privés dans ce domaine, d'organiser l'offre et d'améliorer la qualité au service du consommateur, en plus de la promotion de la richesse nationale et des races locales en termes de production et de commercialisation.

Le gouvernement adopte des projets de loi portant approbation de conventions internationales relatives aux droits de l'Homme

Le Conseil du gouvernement, réuni jeudi, a adopté trois projets de loi portant approbation de conventions internationales relatives aux droits de l'Homme et à l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement Mustapha El Khalfi a précisé, dans un communiqué lu lors d'un point de presse à l'issue du conseil du gouvernement, qu'il a été procédé à l'adoption du projet de loi portant approbation du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté le 18 décembre 2002 par l'Assemblée générale de l'ONU à New York .

Le gouvernement a également approuvé deux projets de loi portant approbation du Protocole facultatif de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, proclamé le 6 octobre 1999 par l'Assemblée générale de ONU, et du Protocole facultatif du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, signé le 16 décembre 1966 à New York.

Le rapport du CNDH sur la situation dans les prisons sera examiné par les départements ministériels concernés

Le rapport du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) sur la situation dans les établissements pénitentiaires sera examiné par les départements ministériels concernés, a affirmé, jeudi à Rabat, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi.

Qualifiant d'"important " le rapport du CNDH, M. El Khalfi a indiqué lors d'un point de l'issue du Conseil du gouvernement, qu'à la lumière de cet examen, l'exécutif prendra les mesures adéquates concernant ce dossier qui "constitue l'une des préoccupations du gouvernement".

Le ministre a rappelé, à cet égard, que la nouvelle Constitution a défini les droits et obligations à même de garantir un traitement humain aux détenus tout en plaidant pour une politique de réforme efficiente du secteur pénitentiaire.

Le CNDH avait tenu récemment une conférence de presse consacrée à la présentation de son rapport thématique sur la situation dans les prisons, intitulé "La crise dans les prisons, une responsabilité commune : 100 recommandations pour la protection des droits des prisonnières et des prisonniers".

Selon un communiqué du CNDH, ce rapport, deuxième du genre à être élaboré par le Conseil après celui dédié à la santé mentale et aux droits de l'Homme, s'inscrit dans le cadre de l'exercice des prérogatives qui lui sont conférées par le Dahir portant sa création, notamment l'article 11 relatif aux visites aux lieux de détention.

Partant d'un examen objectif et précis des violations potentiellement attentatoires aux droits des détenus et de la définition de leurs causes directes et indirectes, le Conseil s'est attelé, via ce document, à dresser des recommandations inhérentes à la prise de mesures législatives et administratives proactives et opérationnelles à même de pallier les problématiques soulevées et de parer aux violations enregistrées.

L'élaboration de ce rapport a mobilisé un groupe du CNDH ayant effectué, du 31 janvier au 19 juin derniers, des visites à 15 établissements pénitentiaires situés dans les quatre coins du Royaume, a précisé la même source, notant, d'autre part, que les commissions régionales relevant du CNDH ont pris en main la visite des autres prisons.

La visite de Ross est l'occasion de réaffirmer l'attachement du Maroc au plan d'autonomie

La visite de Christopher Ross, envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara, est l'occasion de réaffirmer l'attachement du Maroc au plan d'autonomie sous sa souveraineté, projet mis sur la table il y a des années par le Royaume et largement salué par la communauté internationale, a affirmé jeudi le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi.

Ce déplacement est aussi l'occasion de souligner le caractère sérieux et crédible de l'initiative d'autonomie des provinces du sud du Royaume, a ajouté le ministre lors d'un point de presse à l'issue du conseil de gouvernement.

M. El Khalfi a rappelé que la visite du responsable onusien intervient sur initiative du secrétaire général des Nations unies et fait suite à l'entretien téléphonique entre SM le Roi Mohammed VI et M. Ban Ki-moon, lors duquel l'accent a été mis sur l'impératif de se conformer aux paramètres clairs contenus dans les résolutions du Conseil de sécurité afin de parvenir à une solution durable à ce différend artificiel, qui soit politique, mutuellement acceptable et fondée sur les principes prônés par le Conseil.

Le Maroc, a-t-il poursuivi, a également réitéré son attachement à l'instauration de relations fraternelles de coopération avec l'Algérie, de sorte à accélérer le processus de construction du Maghreb et à faire face aux défis sécuritaires dans la région sahélo-saharienne.

Il a affirmé que le Royaume a exprimé encore une fois son engagement en faveur du dialogue pour trouver une solution à ce conflit sur des bases saines et durables.